



Stat'ur conjoncture

Mars 2026 - N° 049

Normandie

L'emploi normand poursuit sa baisse au 4^e trimestre 2025

Au 4^e trimestre 2025, les effectifs salariés du secteur privé en Normandie se replient de 0,2 %, depuis trois trimestres consécutifs. Sur un an, l'emploi dans la région régresse de 0,5 %, ce qui représente un rythme supérieur à celui de la France, qui a connu une baisse de 0,3 %. La masse salariale régionale soumise à cotisations progresse de 0,2 % ce trimestre, tout comme le salaire moyen par tête (SMPT), qui est en hausse de 0,4 % et atteint 2 715 € brut par mois. En incluant la prime de partage de la valeur (PPV), il est de 2 741 €.

Chiffres clés

- 0,2 % ce trimestre (- 1 800 salariés)
- 0,5 % sur un an (- 4 540 emplois)

L'emploi privé normand baisse de 0,2 % (- 1 800 postes) après avoir reculé d'autant au 3^e et au 2^e trimestre 2025. Sur un an, les effectifs se contractent de 0,5 %. Néanmoins, depuis la crise sanitaire (4^e trimestre 2019), 35 480 emplois ont été créés.

Aucun secteur ne progresse ce trimestre. L'intérim, après un rebond de 0,7 %, est stable (après - 1,4 % au 2^e trimestre 2025). Néanmoins, en un an, le nombre de postes intérimaires se contracte de 0,6 % (- 200 emplois). Hors intérimaires, les effectifs salariés reculent de 0,2 % (- 1 800 postes), comme au 3^e trimestre 2025 (- 0,2 %). Sur un an, ils régressent de 0,5 %. Sur la même période, l'ensemble des types de contrats est en baisse. Les contrats en alternance, dans un contexte de diminution des aides à l'embauche, reculent de 3,8 %. Les CDD et les CDI se replient également, respectivement de 1,8 % et de 0,3 %. Par classe d'âge, seuls les effectifs salariés de plus de 55 ans progressent fortement de 2 %.

Ce trimestre, seul l'Eure est stable (après - 0,1 %). L'Orne continue de se replier un peu plus faiblement de 0,4 % (après - 0,6 %, - 240 postes). Le Calvados (- 540 postes) et la Seine-Maritime (- 890 postes) régressent au même rythme que le trimestre précédent respectivement de 0,3 % et de 0,2 %. La Manche, après une légère hausse de 0,1 % (+ 80 postes), diminue faiblement de 0,1 % (- 150 postes).

Sur un an, la Manche progresse de 0,2 %, tandis que l'Orne (- 2,1 %, - 1 340 postes), la Seine-Maritime (- 0,7 %, - 2 610 postes), le Calvados (- 0,3 %, - 540 postes) et l'Eure (- 0,2 %, - 260 postes) perdent des emplois.

La masse salariale et le SMPT poursuivent leur croissance

La masse salariale soumise à cotisations croît de 0,2 % ce trimestre (après + 0,3 %). En un an, elle est en hausse de 1,3 %. Sur le trimestre, l'Orne régresse de 0,4 %, tandis que la Manche progresse de 0,6 % et que le Calvados et la Seine-Maritime augmentent chacun de 0,1 %. L'Eure est stable.

En incluant la PPV, la masse salariale progresse de 0,8 % ce trimestre (après + 0,2 %) et de 1,2 % sur un an.

Le SMPT hors prime croît au même rythme que le trimestre précédent de 0,4 %. Cette hausse s'explique à la fois par la baisse des effectifs moyens (- 0,2 %) et par l'augmentation de la masse salariale (+ 0,2 %). Sur un an, le SMPT hors prime augmente de 1,8 % et croît plus rapidement que l'inflation (+ 0,8 %).

L'inclusion de la prime impacte à la hausse l'évolution du SMPT (+ 1,1 %, contre + 0,4 %), sur la période observée, le montant trimestriel de la prime (69,2 millions €) étant majoritairement versé au 4^e trimestre. Sur un an, l'évolution du SMPT est quasiment similaire (+ 1,7 %).

CARTE 1

évolution trimestrielle (et annuelle) de l'emploi salarié

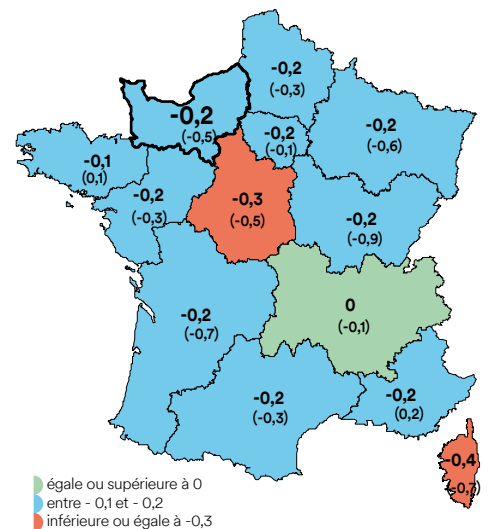


TABLEAU 1

évolution de l'emploi, de la masse salariale et du SMPT

	En niveau	Evolution trimestrielle (en %)					Evolution annuelle (en %)
		2025 T4	2024 T4	2025 T1	2025 T2	2025 T3	
Région							
Emploi salarié (en milliers)	883,8	-0,3%	0,0%	-0,2%	-0,2%	-0,2%	-0,5%
Masse salariale (en M€)	7 206,4	0,8%	0,3%	0,5%	0,3%	0,2%	1,3%
SMPT (en €)	2 715	1,0%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	1,8%
	2 741*	1,7%*	-0,2%*	0,5%*	0,4%*	1,1%*	1,7%*
France							
Emploi salarié (en millions)	20,2	-0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%	-0,2%	-0,3%
Masse salariale (en M€)	185 886,6	0,6%	0,5%	0,5%	0,3%	0,3%	1,5%
SMPT (en €)	3 065	0,8%	0,5%	0,3%	0,4%	0,5%	1,7%
	3 094*	1,6%*	-0,2%*	0,3%*	0,3%*	1,2%*	1,6%*

PPV = Prime de partage de la valeur - SMPT = salaire moyen par tête

* y compris prime de partage de la valeur instaurée par la loi du 16/08/22 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat.

Série labellisée par l'Autorité de la statistique publique (cf. sources et méthodologie)

Ce trimestre, seuls les autres services et l'intérim sont stables, les autres secteurs reculent

Les hôtels-café-restaurants (HCR) poursuivent leur baisse

Le secteur de l'hébergement et de la restauration, après une baisse de 0,6 % (- 320 postes), continue de supprimer des emplois au même rythme (- 315 postes). Néanmoins, sur un an, le secteur progresse légèrement de 0,1 % (+ 40 postes). Depuis le 4^e trimestre 2019 (avant la crise sanitaire de 2020), le secteur enregistre une très forte croissance de 13,2 %, soit 5 885 emplois supplémentaires.

Au 4^e trimestre 2025, seul l'Eure progresse de 1,2 % (+ 80 postes, après - 0,2 %). La Seine-Maritime amplifie ses pertes et recule de 1,5 % (- 285 postes, après - 0,2 %). L'Orne régresse à un rythme un peu plus faible de 1,4 % (- 40 postes, après - 2 %). La Manche repart à la baisse de 0,6 % (après + 0,4 %). Le Calvados diminue plus modérément de 0,2 % (après - 1,5 %).

Sur un an, l'Orne et la Seine-Maritime sont en baisse respectivement de 2,9 % (- 70 postes) et de 1 % (- 190 postes). En revanche, l'Eure (+ 2,1 %, + 140 postes) et la Manche (+ 1,9 %, + 125 postes) connaissent une augmentation importante des effectifs. Le Calvados croît un peu plus faiblement de 0,3 %.

La restauration poursuit sa baisse au même rythme de 0,7 % (- 260 postes). Sur un an, les effectifs salariés se replient de 0,3 % (- 130 postes).

L'hébergement est en recul de 0,5 % (- 60 postes, après - 0,4 %). Toutefois, en un an, il progresse de 1,5 % (+ 160 postes).

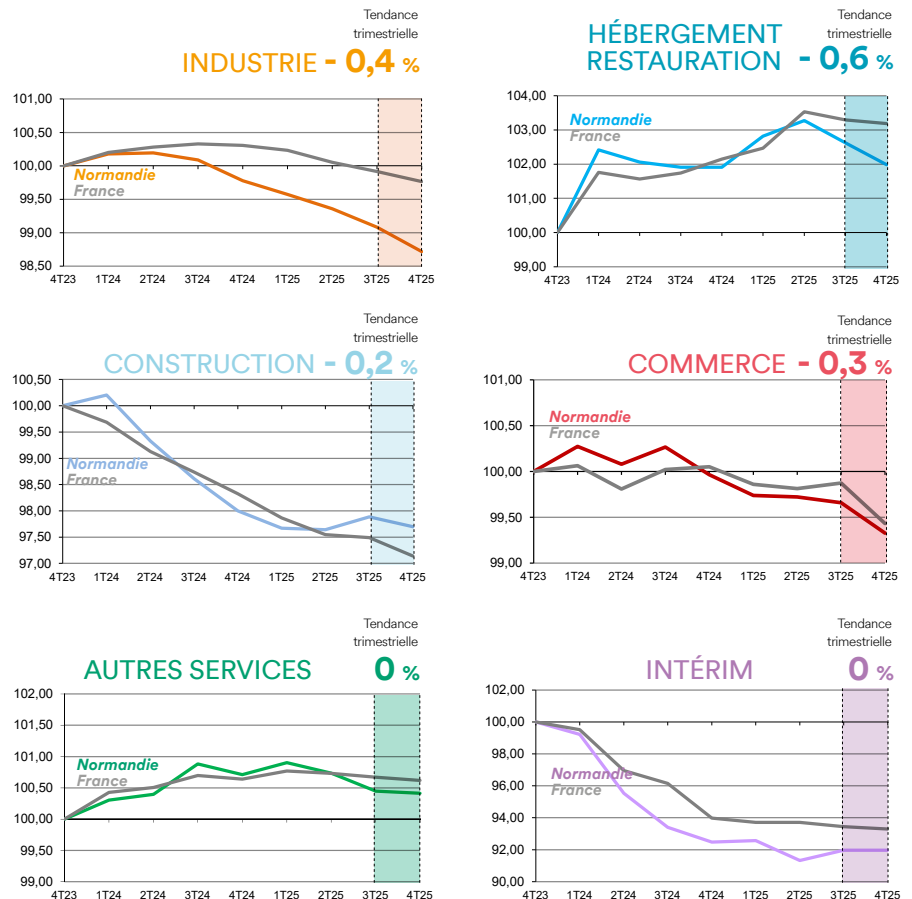
La masse salariale soumise à cotisations des HCR augmente de 0,3 % (après + 1,2 %). La croissance annuelle est de 2,3 %. Le SMPT hors prime est de 1 972 €. Il est en hausse de 0,9 % sur le trimestre et de 1,4 % en un an.

L'industrie confirme son déclin

L'industrie continue de reculer depuis un an et demi. Elle régresse de 0,4 % sur la période observée (- 710 postes, après - 0,3 %). Sur un an, elle se replie de 1,1 % (- 2 060 emplois). La tendance à la baisse s'accroît : le recul annuel était de 1 % au 3^e trimestre 2025, de 0,8 % au 2^e trimestre 2025 et de 0,6 % au 1^{er} trimestre 2025.

GRAPHIQUE 1

évolution trimestrielle des effectifs salariés par branche d'activité sur deux ans (indice 100) - base 4T23



La Manche, contrairement à la région, poursuit sa hausse de 0,1 % (+ 50 postes, après + 0,1 %). Les autres départements régressent tous. La Seine-Maritime accentue sa baisse et se replie de 0,6 % (- 415 postes, après - 0,3 %). L'Eure et l'Orne se contractent pratiquement au même rythme que le trimestre précédent respectivement de 0,6 % (- 230 postes, après - 0,5 %) et de 0,4 % (- 70 postes, après - 0,5 %). Le Calvados diminue un peu plus faiblement de 0,2 % (- 50 postes, après - 0,4 %).

Sur un an, seule la Manche croît de 0,3 % (+ 110 postes). L'Orne recule fortement de 2,4 % (- 440 postes). La Seine-Maritime (- 1 020 postes), l'Eure (- 400 postes) et le Calvados (- 300 postes) sont en retrait respectivement de 1,4 %, de 1,1 % et de 1 %. Par rapport à avant la crise sanitaire de 2020, l'Orne, l'Eure et la

Seine-Maritime ont un niveau d'emploi inférieur. La Manche confirme sa puissance industrielle dans la région en créant 3 110 emplois depuis le dernier trimestre 2019. Le Calvados affiche un gain de 520 postes.

Plus de la moitié des secteurs de l'industrie (9 sur 16) se replient par rapport au 3^e trimestre 2025. Quatre sont stables, tandis que seulement trois progressent.

La métallurgie est en retrait depuis deux ans. Elle se contracte plus fortement de 1,4 % ce trimestre (- 250 postes, après - 0,8 %). En un an, le secteur baisse de 4,2 % (- 790 postes), soit la plus forte baisse du secteur industriel.

La fabrication de matériel de transport, après s'être quasiment stabilisée au 3^e trimestre 2025 (- 0,1 %, après - 0,4 % au 2^e trimestre



2025), repart à la baisse de 1 % (- 245 postes). Sur un an, cette industrie se rétracte de 2 % (- 495 postes). Comparée à la région, la croissance annuelle est dynamique dans la Manche (+ 2,8 %, + 165 postes). En revanche, l'Orne se replie nettement de 11,7 % (- 300 postes). L'Eure, le Calvados et la Seine-Maritime régressent respectivement de 3,6 % (- 60 postes), de 3,5 % (- 170 postes) et de 1,4 % (- 130 postes).

Dans le détail du secteur, l'*industrie automobile* poursuit sa baisse depuis un an et demi, mais à un rythme plus élevé de 1,4 % ce trimestre (- 220 postes, après - 0,5 %). L'ex Haute-Normandie régresse un peu plus fortement (- 1,5 %) que l'ex Basse-Normandie (- 1,3 %). Sur un an, les effectifs de l'automobile se contractent de 4,6 % (- 740 postes). Néanmoins, l'ex Basse-Normandie (- 530 postes, - 5,8 %) se replie plus nettement que l'ex Haute-Normandie (- 210 postes, - 2,9 %). Depuis le dernier trimestre 2019 (avant la crise sanitaire), 2 460 emplois ont été détruits (dont un peu moins des deux tiers dans l'ex Haute-Normandie).

La *fabrication d'autres matériels de transport* (dont la construction de navire) recule légèrement pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2022 (- 0,3 %, après + 0,9 %). Les pertes sont localisées dans l'ex Haute-Normandie (- 2,3 %, après + 0,5 %) alors que l'ex Basse-Normandie poursuit sa croissance depuis de nombreux trimestres (+ 1,4 %, après + 1,2 %). Néanmoins, sur un an, cette activité croît fortement de 3,1 % (+ 250 postes) mais ne compense pas les pertes d'effectifs dans l'automobile (- 740 postes).

L'*industrie des plastiques et autres produits non minéraux* en baisse depuis juin 2023, accentue sa contraction ce trimestre de 0,7 % (- 130 postes, après - 0,2 %). En un an, cette industrie recule fortement de 1,8 % (- 330 postes).

L'*industrie du bois et papier*, en retrait depuis plus de deux ans, se rétracte au même rythme que le trimestre précédent de 0,7 %. En un an, ces activités diminuent de 2,1 % (- 180 postes).

L'*industrie chimique* se replie de nouveau de 0,5 %, après une quasi-stabilité (+ 0,1 %) faisant suite à trois trimestres de baisse. Sur un an, cette industrie se contracte de 1,8 % (- 260 postes).

L'*habillement textile et cuir* enregistre son cinquième trimestre consécutif de diminution (- 0,5 %, après - 0,2 % au 3^e trimestre 2025). Sur un an, le secteur fléchit de 1,5 % (- 70 postes).

L'*industrie du meuble et de réparation de machine*, à la suite de trois trimestres consécutifs de hausse, repart à la baisse de 0,2 % (après + 0,5 %). La croissance annuelle du secteur est de 0,8 % (+ 130 postes).

La *fabrication d'équipements électriques* continue de perdre des emplois, mais de manière moins prononcée, avec un recul de 0,2 % (après - 0,6 %). Sur un an, le secteur se contracte de 1,9 % (- 110 postes).

La *fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques*, après un fort rebond de 1,3 % au 3^e trimestre 2025 (+ 50 postes), se stabilise (- 0,1 %). En un an, cette activité est stable.

L'*industrie agro-alimentaire*, après un repli de 0,5 % (- 180 postes) est de nouveau stable (stabilité entre le 2^e trimestre 2024 et le 2^e trimestre 2025). Néanmoins, sur un an, le secteur est en retrait de 0,4 % (- 125 postes).

La *fabrication de machines et équipements* à la suite d'un an de baisse, se stabilise ce trimestre (après - 1,4 %). En un an, elle régresse de 1,6 % (- 150 postes).

L'*industrie pharmaceutique*, dont un peu plus de la moitié des effectifs salariés est concentrée dans l'Eure, ne progresse plus, ni sur le trimestre (après - 0,6 %), ni sur un an.

La *production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution* est de nouveau stable, après un rebond de 0,3 %. Toutefois, sur un an, le secteur progresse de 0,7 %.

En revanche, l'*industrie extractive*, après un recul de 1,3 %, croît de 3,1 %. Sur un an, elle augmente de 3,9 %.

La *production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné*, après un léger retrait de 0,3 % au trimestre précédent, reprend sa croissance avec une hausse de 0,6 %, compensant largement les pertes d'effectifs antérieurs. La progression annuelle du secteur est de 1,8 % (+ 170 postes).

Le secteur de la *cokéfaction et le raffinage*, industrie présente uniquement en Seine-Maritime, poursuit

sa hausse de 0,5 % (après + 0,2 %). Sur un an, il augmente de 1,5 % (+ 50 postes).

La masse salariale soumise à cotisations de l'industrie est en baisse de 0,1 % (après + 0,4 %) En un an, elle progresse de 1,1 %. Le SMPT hors prime du secteur (3 476 €) progresse de 0,5 % ce trimestre et de 2,1 % en annuel.

Le commerce accentue ses pertes d'emploi

Le commerce se contracte de 0,3 %, après une légère baisse de 0,1 % au 3^e trimestre 2025. Sur un an, le secteur régresse de 0,6 % (- 950 postes).

L'ensemble des départements se replie ce trimestre. L'Eure et la Seine-Maritime poursuivent leur baisse respectivement de 0,6 % (après - 0,2 %) et de 0,3 % (après - 0,4 %). La Manche et le Calvados repartent à la baisse de 0,5 % (après + 0,2 %) pour le premier et de 0,2 % pour le second (après + 0,3 %). L'Orne se contracte également de 0,2 %, après un trimestre stable.

Sur un an, hormis le Calvados qui progresse légèrement de 0,1 % (+ 50 postes), les autres départements reculent. Les évolutions vont de - 1 % dans la Manche à - 0,8 % dans l'Eure.

Les effectifs du *commerce et la réparation d'automobiles* après un an de quasi-stabilité, régressent de 0,4 % (- 80 postes, après - 0,1 %). En un an, ils se contractent de 0,6 % (- 130 postes).

Le *commerce de gros* continue de supprimer des postes mais de manière plus importante (- 0,6 %, - 210 postes). Par rapport à l'an dernier, le niveau de l'emploi se rétracte de 1,4 % (- 510 postes).

Le *commerce de détail* repart à la baisse de 0,2 %, après deux trimestres stables. Sur un an, ce secteur se replie de 0,3 % (- 300 postes).

La masse salariale soumise à cotisations est en hausse de 0,1 % ce trimestre (après + 0,1 %) et croît de 0,8 % en un an. Le SMPT du secteur hors prime (2 454 €) augmente de 0,4 % sur le trimestre et progresse de 1,4 % en annuel.

La construction repart à la baisse

Le secteur de la construction, après un léger rebond de 0,3 % au 3^e trimestre 2025 et un 2^e trimestre 2025 stable, succédant à un repli continu du 2^e trimestre 2024 au 1^{er} trimestre



2025, repart de nouveau à la baisse de 0,2 % (- 150 postes) sur la période observée. En un an, le secteur se contracte de 0,3 % (- 240 postes). Néanmoins, par rapport à avant la crise sanitaire, la construction conserve un solde net positif de 3 420 emplois (+ 4,6 %).

La Seine-Maritime, l'Orne et le Calvados reculent à nouveau respectivement de 0,3 % (- 90 postes, après + 0,4 %), de 0,2 % (après + 1,1 %), et de 0,1 % (après + 0,4 %). La Manche (- 0,2 %) et l'Eure (- 0,1 %) poursuivent leur baisse à un rythme équivalent à celui du trimestre précédent.

Sur un an, la Manche (+ 0,2 %, + 30 postes) est le seul département à créer de l'emploi. L'Orne est stable. En revanche, l'Eure, la Seine-Maritime et le Calvados, se contractent, respectivement de 0,9 % (- 100 postes), de 0,5 % (- 140 postes) et de 0,2 %.

La *construction de bâtiments* régresse de 1 % et efface l'intégralité des postes créés le trimestre précédent (- 60 postes, après + 0,9 %). En un an, le secteur se replie de 1,2 % (- 80 postes). Le niveau d'emploi est inférieur de 440 postes par rapport à avant la crise sanitaire (- 6,6 %).

Les *travaux de construction spécialisés* diminuent légèrement de 0,1 % (- 90 postes, après + 0,2 %). Sur un an, ils se contractent de 0,4 % (- 260 postes).

Le *génie civil* est relativement stable depuis deux trimestres consécutifs (+ 0,1 %, après une période stable). Toutefois, sur un an, il est en hausse de 1,3 %.

La masse salariale soumise à cotisations croît de 0,6 % ce trimestre (après + 0,6 %) et de 2,4 % en un an. Le SMPT hors prime (2 428 €) progresse de 0,7 % sur le trimestre et de 2,8 % sur un an.

Le secteur des autres services se stabilise

Le secteur des *autres services* (43 % de l'emploi normand) après deux trimestres de baisse (- 0,3 % au 3^e trimestre et - 0,2 % au 2^e trimestre 2024), est stable sur la période observée. Néanmoins, sur un an, l'emploi diminue de 0,3 % (- 1 130 postes).

L'Orne (- 80 postes, après - 0,7 %) et le Calvados (- 240 postes, après - 0,3 %) poursuivent leur repli de 0,3 % chacun. La Seine-Maritime régresse également, mais plus faiblement, de

0,1 % (- 110 postes, après - 0,3 %). La Manche est stable (après - 0,2 %). À l'inverse de la région, l'Eure repart à la hausse de 0,6 % (+ 300 postes, après - 0,1 %).

En un an, l'Orne recule fortement de 2,4 % (- 590 postes). Il en est de même, mais dans une moindre mesure, dans la Seine-Maritime et le Calvados (- 0,3 % chacun). En revanche, l'Eure et la Manche progressent respectivement de 0,4 % (+ 200 postes) et de 0,1 % (+ 60 postes).

Par rapport au 3^e trimestre 2025, un peu plus de la moitié des secteurs des autres services sont en recul (9 sur 16).

L'*éducation* poursuit sa baisse de 1,4 % (- 230 postes, après - 1,8 %). En un an, l'emploi régresse nettement de 3 %.

Les *télécommunications* reculent encore de 1,3 % (après - 1,7 %). Sur un an, le secteur affiche une perte importante d'emplois de 3,6 % (- 120 postes), enregistrant ainsi la plus forte diminution parmi les autres services.

L'*édition et audiovisuel* régresse de 0,9 % (après - 1,9 %). En un an, cette activité se contracte de 2,3 %.

Les *activités récréatives*, en baisse depuis cinq trimestres consécutifs, sont en retrait de 0,8 % sur la période observée (- 125 postes, après - 1,3 %). Sur un an, elles se replient fortement de 2,7 %.

Les *autres activités des services*, en diminution depuis presque deux ans, régressent quasiment au même rythme de 0,7 % (après - 0,6 %). En un an, cette activité baisse de 1,7 % (- 370 postes).

L'*administration publique* recule de 0,4 % (après + 0,1 %). Sur un an, elle se contracte de 0,3 %.

L'*action sociale et hébergement médico-social* après deux trimestres de baisse, se stabilise (- 0,1 %, après - 0,2 %). Néanmoins, en un an, le secteur se replie de 0,5 % (- 360 postes).

Les *activités des services administratifs (hors intérim)* affichent une évolution quasi stable (- 0,1 %, après un trimestre sans variation). Cependant, sur un an elles reculent de 0,4 % (- 210 postes).

Les *activités financières et d'assurance*, marquent une quasi-stagnation (- 0,1 %, après + 0,1 %). Toutefois, en un an, cette activité diminue de 0,3 % (- 85 postes).

Les *autres activités scientifiques et techniques* après une perte importante de l'emploi de 1,4 %, se maintiennent. Cependant, sur un an, le secteur affiche une contraction annuelle de 1,7 % (- 90 postes).

Les *activités immobilières* repartent à la hausse de 0,5 % (+ 50 postes, après - 0,6 %). En un an, le secteur progresse de 0,5 %.

Les *transports et entreposage*, après trois trimestres de quasi-stabilité, rebondit de 0,4 % (+ 300 postes, après - 0,1 %). En un an, le secteur croît modérément de 0,3 % (+ 190 postes). La Manche affiche une forte croissance annuelle de 2,5 %, tandis que l'Orne et le Calvados se replient de 0,9 % chacun.

Les *activités informatiques télécommunications* progressent de nouveau légèrement de 0,4 % (+ 25 postes), après trois trimestres de baisse dont une diminution de 1,6 % (- 110 postes) sur la période précédente. Toutefois, sur un an, le secteur affiche une perte importante d'emplois de 2,6 % (- 170 postes).

Les *activités juridiques, de conseil et d'ingénierie*, après un recul de 0,3 %, mettant fin à plus de cinq années de croissance ininterrompue, repartent à la hausse de 0,3 % (+ 120 postes). La croissance annuelle demeure solide (+ 0,9 %, + 360 postes).

Les *activités pour la santé humaine* poursuivent leur croissance mais à un rythme moins soutenu que le trimestre précédent (+ 0,3 %, + 100 postes, après + 0,7 %). Sur un an, le secteur croît vigoureusement de 2,4 % (+ 700 postes).

La *recherche et développement*, poursuit sa reprise entamée sur la période précédente et progresse de 0,3 % (après + 0,5 %). Néanmoins, les mauvais résultats du 1^{er} semestre 2025 entraînent un repli annuel de 0,3 %.

La masse salariale soumise à cotisations des autres services est en hausse de 0,4 % (après - 0,1 %). En un an, elle augmente de 1,4 %. Le SMPT hors prime (2 608 €) progresse de 0,5 % sur le trimestre et de 1,6 % sur un an.

Les effectifs intérimaires sont stables

Les effectifs salariés *intérimaires*, après un rebond de 0,7 % succédant à deux trimestres de baisse continue, sont stables ce trimestre. Toutefois, sur un an, l'intérim perd 200 emplois,



soit une diminution de 0,6 %. Par rapport à la période précédant la crise sanitaire de 2020, le niveau d'emploi est en retrait de 13,1 % (- 5 540 postes)

Ce trimestre, seule la Seine-Maritime progresse encore de 1,2 % (+ 190 postes, après + 1,3 %). Le Calvados,

après une quasi-stabilité (- 0,1 %), régresse nettement de 1,8 % (- 140 postes). L'Orne poursuit sa baisse mais à un rythme plus faible de 0,8 % (après - 4,6 %). La Manche voit son niveau d'emploi diminuer à nouveau de 0,4 % (après + 1 %). L'Eure est pratiquement stable (- 0,1 %), après une forte hausse de 2,7 %.

Sur un an, l'Orne, la Seine-Maritime et le Calvados se contractent respectivement de 4,8 % (- 140 postes), de 1,7 % (- 260 postes) et de 0,3 %. En revanche, la Manche (+ 2,8 %, + 140 postes) et l'Eure (+ 1,5 %, + 90 postes) progressent.

TABLEAU 2

évolution de l'emploi par branche d'activité 

	Effectif 2025-T4	Normandie				France	
		Evolutions		Evolutions		Evolution annuelle	
		Trimestrielle en Nbre	en %	Annuelle en Nbre	en %	en Nbre	en %
Industrie	190 879	-712	-0,4%	-2 057	-1,1%	-17 246	-0,5%
Construction	77 322	-146	-0,2%	-238	-0,3%	-19 418	-1,2%
Commerce	147 441	-493	-0,3%	-948	-0,6%	-20 775	-0,6%
Hébergement et restauration	50 423	-315	-0,6%	37	0,1%	13 750	1,0%
Autres services	381 084	-134	0,0%	-1 126	-0,3%	-2 105	0,0%
Total hors intérim	847 149	-1 801	-0,2%	-4 332	-0,5%	-45 794	-0,2%
Intérim	36 628	1	0,0%	-204	-0,6%	-5 195	-0,7%
Total	883 776	-1 800	-0,2%	-4 537	-0,5%	-50 989	-0,3%

ENCADRÉ 1

Évolution annuelle des effectifs du secteur privé selon les caractéristiques individuelles*

Caractéristique individuelles	Normandie				France
	Evolution annuelle (en %)				Evolution annuelle (en %)
	2022 T4	2023 T4	2024 T4	2025 T4	2025 T4
Sexe					
Femmes	1,7%	0,7%	0,2%	-0,6%	-0,3%
Hommes	1,6%	0,7%	0,1%	-0,5%	-0,3%
Age					
Moins de 30 ans	3,7%	1,9%	-0,1%	-1,3%	-1,5%
30-54 ans	0,5%	-0,4%	-0,6%	-1,0%	-0,6%
55 ans ou plus	3,0%	2,7%	3,1%	2,0%	2,6%
Statut d'emploi					
CDI	1,6%	0,9%	0,4%	-0,3%	-0,2%
CDD hors alternance	-3,4%	-4,2%	-1,4%	-1,8%	-0,2%
Alternance	9,8%	3,9%	-0,4%	-3,8%	-4,3%
total Hors interim	1,6%	0,7%	0,1%	-0,5%	-0,2%

* sur données brutes, hors intérim

Au 4^e trimestre 2025, la baisse annuelle des effectifs concerne l'ensemble des types de contrats : - 0,3 % pour les CDI, - 1,8 % pour les CDD. Elle touche toutefois plus fortement les alternants (- 3,8 %).

Sur la même période, les effectifs salariés âgés d'au moins 55 ans, progressent de 2 %, à l'inverse des autres classes d'âge (moins de 30 ans - 1,3 %, entre 30 et 54 ans - 1 %).

Les effectifs masculins (- 0,5 %) et féminins (- 0,6 %) reculent quasiment au même rythme sur un an.

GRAPHIQUE 2

Déclinaison des glissements annuels des principaux secteurs d'activités selon le sexe, l'âge et le statut d'emploi* (au 4^e trimestre de l'année)



* sur données brutes, hors intérim

** Tertiaire : commerce, HCR, autres services hors intérim

Dans l'**industrie**, la baisse annuelle des effectifs salariés au 4^e trimestre 2025 s'explique principalement par le recul des contrats en alternance (- 4,7 %) et en CDD (- 3,5 %). Les CDI (- 0,9 %) diminuent également, mais dans une moindre mesure.

Toutefois, les effectifs salariés de plus de 55 ans progressent sur un an (+ 1,9 %), alors que les autres classes d'âge perdent des emplois (- 2,2 % pour les moins de 30 ans, - 1,6 % pour les 30-54 ans).

Dans la **construction**, en recul sur un

an, les alternants et les CDI se replient respectivement de 1,3 % et de 0,8 %. En revanche, les CDD progressent de 6,4 % sans compenser la diminution globale des effectifs (faible volume d'emploi).

Les 55 ans et plus augmentent de 1,6 % sur un an, tandis que les moins de 30 ans et les 30-54 ans sont en repli (respectivement - 1,4 % et - 0,3 %).

Le **secteur tertiaire hors intérim****, en retrait de 0,4 % sur un an, affiche une forte baisse des effectifs en

alternance (- 4,1 %). Les CDD (- 2,1 %) et dans une moindre mesure les CDI (- 0,1 %) se contractent aussi.

Les effectifs les plus âgés progressent également sur un an de 2,1 %, tandis que les autres tranches d'âges enregistrent des baisses : - 1 % pour les moins de 30 ans et - 0,8 % pour les 30-54 ans.



Au 4^e trimestre 2025, les zones d'emploi de Rouen, de Caen et du Havre régressent

La zone d'emploi de Rouen détruit 280 emplois, celle de Caen 410 et celle du Havre 190.

Rouen repart à la baisse

Après un recul de 0,3 % (- 650 postes) au 3^e trimestre 2025, la zone d'emploi de **Rouen** se replie légèrement de 0,1 % (- 280 postes) et poursuit sa tendance à la baisse entamée depuis mi-2024. L'intérim, après un rebond de 1,9 % succédant à de nombreux trimestres de diminution, repart à la baisse de 4,3 % (- 380 postes) effaçant ainsi plus que les gains enregistrés au trimestre précédent (+ 165 postes). Le commerce (- 220 postes) régresse pratiquement au même rythme que le trimestre précédent de 0,7 % (- 230 postes, après - 0,6 %). La construction, après une reprise de 0,6 %, détruit de nouveau de nombreux emplois avec une contraction de 0,4 % (- 70 postes). Les HCR continuent de se replier mais de manière moins prononcée de 0,2 % (après - 0,8 %). L'industrie, à la suite d'un an de diminution, est stable ce trimestre (après - 0,2 %). En revanche, les autres services repartent à la hausse de 0,4 % (+ 440 postes, après - 0,5 %).

En un an, la zone d'emploi de Rouen se replie de 0,6 %. Seuls les autres services progressent légèrement de 0,2 % (+ 270 postes). L'intérim se rétracte fortement de 6,1 % (- 550 postes). Le commerce régresse de 1,4 % (- 470 postes), la construction de 1,1 % (- 200 postes) et l'industrie de 0,8 % (- 330 postes). Les HCR sont également en léger retrait de 0,4 %.

Caen confirme son repli

La zone d'emploi de **Caen** confirme sa tendance à la baisse, avec un recul de 0,3 % (- 410 postes), après une légère diminution de 0,1 %. L'intérim, après trois trimestres continus de hausse, chute de nouveau de 2,4 % (- 130 postes, après + 0,4 %). Les HCR repartent à la baisse de 0,8 % (- 90 postes, après + 0,1 %). Les autres services poursuivent leur diminution de 0,3 % (- 200 postes, après - 0,2 %). Le commerce se replie de 0,2 % (après + 0,1 %). La construction, à la suite d'un peu plus d'un an de baisse et d'un rebond de 0,6 % est stable ce trimestre. En revanche, l'industrie, après un retrait de 0,8 % (- 170 postes) repart légèrement à la hausse de 0,3 % (+ 60 postes).

Toutefois, sur un an, Caen croît de 0,2 % (+ 230 postes). L'industrie

(- 100 postes) et la construction reculent respectivement de 0,5 % et de 0,1 %. À l'inverse, les HCR croissent de 1,3 % (+ 130 postes) et l'intérim de 1,2 % (+ 60 postes). Le commerce (+ 100 postes) et les autres services (+ 50 postes) progressent de manière plus modérée, avec des hausses de 0,3 % pour le premier et de 0,1 % pour le second.

Le Havre continue de reculer lentement

La zone d'emploi du **Havre**, en baisse depuis plus d'un an, recule de 0,2 % (- 190 postes) comme au trimestre précédent. Les secteurs des HCR (- 1,2 %, après - 0,8 %), de l'industrie (- 200 postes, - 1,1 %, après - 0,1 %), de la construction (- 0,3 %, après - 0,2 %) et des autres services (- 0,3 %, après - 0,1 %), accentuent leurs pertes d'emplois. En revanche, l'intérim poursuit sa progression, avec une hausse de 4,7 % (+ 210 postes), plus marquée qu'au trimestre précédent (+ 0,9 % au 3^e trimestre et - 7 % au 2^e trimestre 2025). Le commerce, après un an de baisse, se reprend un peu avec une croissance de 0,2 % (après - 0,2 %).

En un an, Le Havre est en retrait de 0,6 % (- 550 postes). L'intérim et l'industrie accusent une forte baisse respectivement de 2,9 % (- 140 postes) et de 1,8 % (- 350 postes). Le commerce (- 0,6 %, - 80 postes), et les HCR (- 0,2 %) se replient de manière plus modérée. En revanche, les autres services sont stables, tandis que la construction progresse de 0,4 % (+ 30 postes).

Cherbourg-en-Cotentin est stable

La zone d'emploi de **Cherbourg-en-Cotentin**, après un rebond de 0,5 % (à la suite d'un deuxième trimestre stable), se stabilise de nouveau. Seule l'industrie maintient sa croissance au même rythme que le trimestre précédent (+ 80 postes, + 0,5 %). La construction (après + 0,5 %) et les autres services (après + 0,2 %) sont stables. En revanche, l'intérim, après deux trimestres de forte hausse (+ 7,9 % au 3^e trimestre et + 3,5 % au 2^e trimestre), se replie de 1,6 %. Le commerce confirme son recul, avec une diminution de 0,8 % (- 55 postes, après - 0,5 %). Les HCR, à la suite d'un fort rebond de 1,4 %, repartent à la baisse de 0,3 %.

Sur un an, la zone d'emploi est en hausse de 0,8 % (+ 400 postes). L'intérim (+ 60 postes), les HCR (+ 60 postes), la construction (+ 110 postes) et l'industrie (+ 280 postes) progressent respectivement de 4 %, de 2,4 %, de 2,4 % et de 1,7 %. En revanche, le commerce régresse de 1,3 % (- 100 postes) et les autres services sont stables.

Évreux rebondit

La zone d'emploi d'**Évreux** repart à la hausse de 0,8 % (+ 360 postes), après une stabilité au trimestre précédent et une baisse de 1,1 % (- 470 postes) au 2^e trimestre 2025. L'intérim, en nette reprise après avoir chuté de 14,4 % au 2^e trimestre puis rebondi de 5,7 % au 3^e trimestre 2025, progresse de 13,6 % (+ 250 postes). Les HCR poursuivent également leur dynamique et accélèrent avec une croissance de 2,2 % (+ 50 postes, après + 0,5 %). Les autres services, après deux trimestres consécutifs de baisse, croissent de nouveau de 0,6 % (+ 110 postes, après -0,6 %). En revanche, le commerce et la construction repartent à la baisse de 0,3 % chacun, après respectivement des hausses de 0,2 % et de 0,6 %. L'industrie continue de supprimer des emplois, mais un peu plus faiblement de 0,2 % (après - 0,4 %).

Sur un an, le bassin croît de 0,8 % (+ 340 emplois). L'intérim (+ 11,3 %, + 210 postes) et les HCR (+ 5,2 %, + 115 postes) progressent fortement. Le commerce (+ 0,4 %) et l'industrie (+ 0,1 %) augmentent faiblement. À l'inverse, la construction et les autres services régressent légèrement de 0,1 % chacun.

Les bassins Ornaïens régressent presque tous

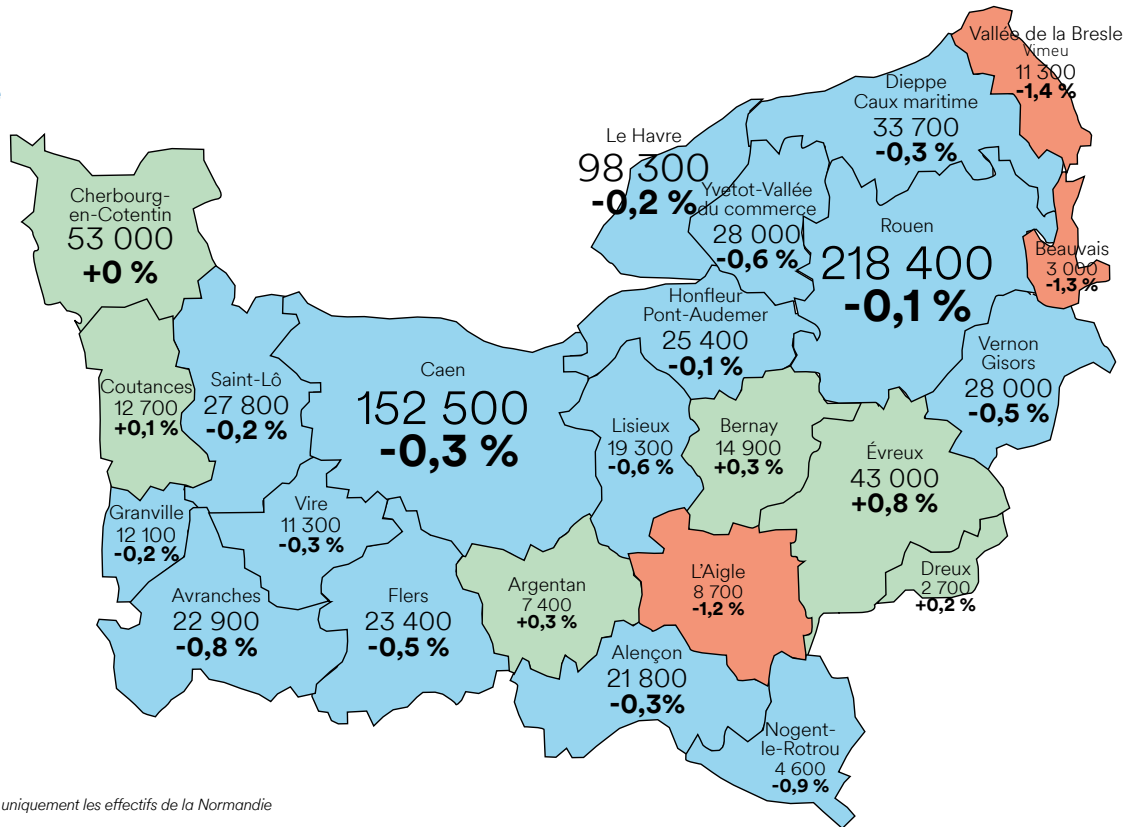
Concernant les bassins **Ornaïens**, ce trimestre, seul Argentan (+ 0,3 %) progresse. Flers (- 0,5 %, après - 1,2 %) et Alençon (- 0,3 %, après - 0,8 %) reculent. Sur un an, toutes les zones d'emploi se replient. Flers se contracte de 2,6 % (- 630 postes) et Alençon régresse de 1,6 % (- 350 postes).

CARTE 2

zones d'emploi*
évolution trimestrielle
de l'emploi salarié
au 4^e trim. 2025



Évolution du nombre de salariés
supérieure ou égale à 0
entre - 0,1 et - 0,9
inférieure ou égale à - 1



*Les zones d'emplois comprennent uniquement les effectifs de la Normandie

ENCADRÉ 2

Évolution de la masse salariale et du SMPT* intégrant la PPV**

La masse salariale suivie dans cette publication correspond à l'assiette déplafonnée de cotisations de sécurité sociale (cf. sources et méthodologie). Elle n'intègre donc pas, par définition, les éléments de rémunération non soumis à cotisations sociales tels que la prime de partage de la valeur instaurée en août 2022 dans le cadre des mesures d'urgences pour la protection du pouvoir d'achat.

La PPV est versable depuis juillet 2022. Jusqu'à fin décembre 2023, elle était exonérée de prélèvements sociaux et d'impôts dans la limite de

3 000 € (6 000 € en cas d'accord d'intéressement dans l'entreprise) pour les salariés dont la rémunération est inférieure à trois fois la valeur du smic. Depuis le 1^{er} janvier 2024, elle reste exonérée de cotisations sociales, donc exclue de l'assiette déplafonnée, mais est dorénavant soumise à l'impôt sur le revenu. Elle est également soumise à CSG-CRDS, sauf pour les salariés des entreprises de moins de 50 salariés dont la rémunération est inférieure à trois fois la valeur du smic. Et, pour les rémunérations supérieures, elle est aussi soumise à forfait social dans les en-

treprises de plus de 250 salariés.

69,2 millions d'euros ont été versés aux salariés au 4^e trimestre 2025, contre 19,5 millions d'euros au 3^e trimestre 2025 et 71,9 millions d'euros au 4^e trimestre 2024. La prise en compte de la PPV augmente ainsi l'évolution trimestrielle du SMPT à 1,1 % et de la masse salariale à 0,8 %. En revanche, l'évolution annuelle du SMPT et de la masse salariale diminue de 0,1 point, pour s'établir respectivement à + 1,7 % et + 1,2 %.

TABLEAU 3

évolution de la masse salariale et du SMPT par grand secteur d'activité économique y compris PPV.

Grands secteurs	Masse salariale							SMPT						
	En Niveau en M € 2025 T4	Evolution trimestrielle (en %)					Evolution annuelle (en %)	En Niveau moyen en € 2025 T4	Evolution trimestrielle (en %)					Evolution annuelle (en %)
	2024 T4	2025 T1	2025 T2	2025 T3	2025 T4			2024 T4	2025 T1	2025 T2	2025 T3	2025 T4		
Industrie	2 008,1	1,5%	0,3%	0,0%	0,3%	0,3%	1,0%	3 498	1,7%	0,5%	0,2%	0,4%	0,9%	2,0%
Construction	575,6	1,5%	-1,6%	0,9%	1,1%	1,9%	2,2%	2 479	2,3%	-1,2%	1,0%	1,0%	2,0%	2,7%
Commerce	1 098,0	1,6%	-0,8%	0,7%	0,0%	0,8%	0,7%	2 478	1,8%	-0,5%	0,8%	-0,1%	1,1%	1,3%
Hébergement-Restauration	302,9	1,8%	0,5%	-0,6%	1,3%	0,9%	2,1%	1 990	2,6%	0,0%	-1,8%	1,5%	1,5%	1,3%
Autres services hors intérim	3 013,5	1,8%	-0,6%	1,0%	-0,2%	1,2%	1,5%	2 635	1,7%	-0,6%	0,8%	0,2%	1,3%	1,7%
Intérim	279,3	-1,8%	0,2%	-1,0%	2,3%	-1,3%	0,2%	2 548	-0,1%	1,4%	-0,2%	1,5%	-1,1%	1,6%
Total	7 275,6	1,5%	-0,4%	0,5%	0,2%	0,8%	1,2%	2 741	1,7%	-0,2%	0,5%	0,4%	1,1%	1,7%
Total hors intérim	6 996,3	1,6%	-0,4%	0,6%	0,2%	0,9%	1,3%	2 749	1,8%	-0,3%	0,5%	0,3%	1,2%	1,7%

* SMPT = salaire moyen par tête

** PPV = Prime de partage de la valeur



Sources et méthodologie

Le champ de la publication couvre l'ensemble des usagers du secteur concurrentiel. Il comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Celle-ci est présente dans les secteurs de l'agriculture, des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers. Le champ Urssaf est très proche de celui de l'Insee, qui inclut l'emploi à domicile.

Les effectifs salariés et la masse salariale sont issus depuis mars 2015 de la déclaration sociale nominative (DSN) qui s'est progressivement substituée aux bordereaux récapitulatifs de cotisations (BRC). La DSN est mensuelle. A compter de la publication portant sur le premier trimestre 2021, tous les effectifs sont issus d'un calcul réalisé sur la base des données individuelles (pas forcément l'effectif fin de mois pour tenir compte des cas particuliers. Dans certains cas, des effectifs alternatifs peuvent être mobilisés). Cette dernière opération diffère sensiblement de celle qui prévalait pour les comptes déjà intégrés (entre 2016 et 2020). Il ne s'agit plus de comparer l'effectif dit « individuel » à l'effectif « agrégé » mais plutôt de retenir un effectif pertinent pour les établissements concernés et de recalculer le passé afin qu'il soit cohérent avec les informations fournies dorénavant par l'effectif « individuel ». Cette démarche assume ainsi de modifier de façon potentiellement significative le niveau des séries. (plus de détail méthodologique sur urssaf.org).

La masse salariale (Assiette déplafonnée) désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, déclarées au titre de la période d'emploi étudiée. La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat instaurée le 21 décembre 2018 n'est donc pas comprise dans cette assiette.

L'effectif salarié hors intérimaire est l'effectif mesuré en fin de période. Il s'agit en général du dernier vendredi du mois. Sauf cas particulier, chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif diffère d'autres notions d'emploi faites en ETP ou qui excluent certaines catégories de salariés, dont les emplois aidés. Il donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf Caisse nationale et son réseau.

L'effectif des intérimaires, fourni par la Dares est calculé à partir de la moyenne du nombre de contrats en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. Il est corrigé de la multi-activité.

Les données ainsi collectées par les Urssaf sont centralisées par l'Urssaf caisse nationale.

Les données sont provisoires pour le trimestre étudié et sont désaisonnalisées (CVS) pour corriger notamment l'impact des versements de primes et les fluctuations saisonnières de l'emploi. Pour ces raisons, les données peuvent être légèrement révisées sur les périodes antérieures, essentiellement sur le trimestre précédent. A partir de la publication relative au 1^{er} trimestre 2021, la désaisonnalisation est faite sur les séries mensuelles et non plus trimestrielles.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre ; il est divisé par trois pour obtenir une grandeur mensuelle. Les effectifs intérimaires pris en compte pour le calcul

du SMPT sont ceux produits par la Dares.

L'effectif moyen trimestriel est égal à la moyenne des effectifs moyens mensuels, eux-mêmes calculés comme la demi-somme des effectifs de fin de mois. Il était auparavant calculé à partir des effectifs de fin de trimestre.

Les évolutions trimestrielles (ou glissements trimestriels) comparent les données du trimestre avec celles du trimestre précédent.

Le salaire Les évolutions annuelles (ou glissements annuels) comparent les données du trimestre avec celles du même trimestre de l'année précédente.

Les séries trimestrielles d'effectifs salariés et de la masse salariale au niveau national, ainsi que celles déclinées par NACE 38 et par région sont **labellisées par l'Autorité de la statistique publique** (avis du 14/04/2020 - JORF du 18/04/2020). Celle-ci reconnaît la conformité de ces productions aux principes fondamentaux régis par le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne que sont, entre autres, l'impartialité, l'objectivité, la pertinence et la qualité des données. Les séries labellisées sont identifiées par le pictogramme

La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) est une formalité obligatoire liée à l'embauche qui doit être effectuée par l'employeur dans les 8 jours précédant l'embauche et adressée à l'Urssaf dont il relève, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail. Le champ des DPAE porte sur l'ensemble des activités concurrentielles (hors intérim et entreprises affiliées à la MSA) et le secteur public pour ce qui concerne les non fonctionnaires.

Les séries trimestrielles d'effectifs salariés et de masse salariale produites au niveau localisé sont publiées à T+90 jours sur open.urssaf.org et reprises dans les publications Stat'UR élaborées par les Urssaf.



Les publications statistiques du réseau des Urssaf sont consultables en ligne sur www.urssaf.org dans la rubrique Observatoire économique. On y trouve aussi des précisions sur les sources et les méthodologies.

Des données, ainsi que des datavisualisations, sont en outre disponibles sur l'espace « open data » du portail open.urssaf.fr.



Annexe 1

Situation de l'emploi par secteur d'activité

	Normandie					France ^{SL}		
	Effectif 2025 T4		Evolution 2025 T4			Evolution 2025 T4		
	en niveau	poids en %	Trim. en %	Annuelle en niveau	Annuelle en %	Trim. %	Annuelle %	
Industrie ^{SL}	190 879	21,6%	-0,4%	-2 057	-1,1%	-0,2%	-0,5%	
Industries extractives	849	0,1%	3,1%	32	3,9%	-0,6%	-2,4%	
Industries agro-alimentaires	33 746	3,8%	0,0%	-125	-0,4%	0,2%	0,6%	
Habillement, textile et cuir	4 269	0,5%	-0,5%	-67	-1,5%	-0,4%	-2,1%	
Bois et papier	8 487	1,0%	-0,7%	-179	-2,1%	-0,8%	-3,5%	
Cokéfaction et raffinage	3 412	0,4%	0,5%	51	1,5%	0,1%	1,2%	
Industrie chimique	14 082	1,6%	-0,5%	-260	-1,8%	0,1%	-0,4%	
Industrie pharmaceutique	10 149	1,1%	0,0%	-2	0,0%	0,0%	0,8%	
Industrie des plastiques	18 202	2,1%	-0,7%	-328	-1,8%	-0,8%	-2,7%	
Métallurgie et fab de produits métalliques	18 018	2,0%	-1,4%	-794	-4,2%	-0,6%	-1,7%	
Fab de produits informatiques, électroniques	4 222	0,5%	-0,1%	0	0,0%	-0,1%	0,5%	
Fabrication d'équipements électriques	5 709	0,6%	-0,2%	-110	-1,9%	0,2%	1,0%	
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	9 220	1,0%	0,0%	-150	-1,6%	-0,5%	-2,0%	
Fabrication de matériels de transport	23 724	2,7%	-1,0%	-495	-2,0%	-0,1%	-0,6%	
Industrie du meuble	17 481	2,0%	-0,2%	131	0,8%	0,0%	-0,2%	
Production et distribution d'électricité, de gaz	10 021	1,1%	0,6%	174	1,8%	0,2%	1,5%	
Production et distribution d'eau	9 287	1,1%	0,0%	65	0,7%	0,2%	0,8%	
Construction ^{SL}	77 322	8,7%	-0,2%	-238	-0,3%	-0,4%	-1,2%	
Commerce ^{SL}	147 441	16,7%	-0,3%	-948	-0,6%	-0,4%	-0,6%	
Hébergement et restauration ^{SL}	50 423	5,7%	-0,6%	37	0,1%	-0,1%	1,0%	
Autres services ^{SL}	381 084	43,1%	0,0%	-1 126	-0,3%	-0,1%	0,0%	
Transports et entreposage	71 625	8,1%	0,4%	188	0,3%	0,2%	0,6%	
Edition et Audiovisuel	3 191	0,4%	-0,9%	-74	-2,3%	-1,0%	-1,9%	
Télécommunications	3 133	0,4%	-1,3%	-118	-3,6%	-0,7%	-4,3%	
Activités informatiques	6 485	0,7%	0,4%	-174	-2,6%	-0,4%	-1,6%	
Activités financières et d'assurance	25 014	2,8%	-0,1%	-85	-0,3%	0,3%	0,7%	
Activités immobilières	10 974	1,2%	0,5%	58	0,5%	0,0%	-0,7%	
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	41 620	4,7%	0,3%	356	0,9%	-0,1%	0,1%	
Recherche et développement	1 917	0,2%	0,3%	-5	-0,3%	-0,6%	-2,8%	
Autres activités scientifiques et techniques	5 257	0,6%	0,0%	-93	-1,7%	-0,4%	-1,2%	
Activités des services administratif	53 169	6,0%	-0,1%	-211	-0,4%	0,3%	0,2%	
Administration publique	8 533	1,0%	-0,4%	-24	-0,3%	-0,5%	-0,6%	
Education	15 737	1,8%	-1,4%	-493	-3,0%	-0,8%	-1,4%	
Activités pour la santé humaine	29 219	3,3%	0,3%	699	2,4%	0,1%	1,1%	
Action sociale et hébergement médico-social	68 740	7,8%	-0,1%	-361	-0,5%	-0,1%	0,4%	
Arts, spectacles et activités récréatives	15 112	1,7%	-0,8%	-422	-2,7%	-0,4%	0,5%	
Autres activités de services	21 356	2,4%	-0,7%	-366	-1,7%	0,0%	-0,3%	
Intérim ^{SL}	36 628	4,1%	0,0%	-204	-0,6%	-0,2%	-0,7%	
Total ^{SL}	883 776	100,0%	-0,2%	-4 537	-0,5%	-0,2%	-0,3%	



		Calvados				Normandie		
		Effectif 2025 T4		Evolution 2025 T4		Evolution 2025 T4		
		en niveau	poids en %	Trim. en %	Annuelle en niveau	Annuelle en %	Trim %	Annuelle %
Industrie	SL	31 444	15,8%	-0,2%	-303	-1,0%	-0,4%	-1,1%
Industries extractives		144	0,1%	1,8%	4	2,6%	3,1%	3,9%
Industries agro-alimentaires		8 009	4,0%	0,2%	40	0,5%	0,0%	-0,4%
Habillement, textile et cuir		834	0,4%	-3,4%	-52	-5,8%	-0,5%	-1,5%
Bois et papier		1 586	0,8%	-0,8%	-32	-2,0%	-0,7%	-2,1%
Cokéfaction et raffinage		-	-	-	-	-	0,5%	1,5%
Industrie chimique		878	0,4%	1,6%	7	0,8%	-0,5%	-1,8%
Industrie pharmaceutique		1 281	0,6%	-0,3%	-58	-4,3%	0,0%	0,0%
Industrie des plastiques		1 787	0,9%	-1,0%	-9	-0,5%	-0,7%	-1,8%
Métallurgie et fab de produits métalliques		3 548	1,8%	0,4%	-26	-0,7%	-1,4%	-4,2%
Fab de produits informatiques, électroniques		1 356	0,7%	1,4%	39	3,0%	-0,1%	0,0%
Fabrication d'équipements électriques		474	0,2%	-1,6%	-19	-3,8%	-0,2%	-1,9%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.		1 472	0,7%	-0,5%	-62	-4,1%	0,0%	-1,6%
Fabrication de matériels de transport		4 730	2,4%	-0,9%	-172	-3,5%	-1,0%	-2,0%
Industrie du meuble		2 817	1,4%	1,1%	70	2,6%	-0,2%	0,8%
Production et distribution d'électricité, de gaz		1 224	0,6%	-0,2%	3	0,3%	0,6%	1,8%
Production et distribution d'eau		1 305	0,7%	-1,9%	-38	-2,8%	0,0%	0,7%
Construction	SL	15 956	8,0%	-0,1%	-27	-0,2%	-0,2%	-0,3%
Commerce	SL	37 614	18,9%	-0,2%	54	0,1%	-0,3%	-0,6%
Hébergement et restauration	SL	15 833	8,0%	-0,2%	41	0,3%	-0,6%	0,1%
Autres services	SL	90 409	45,5%	-0,3%	-300	-0,3%	0,0%	-0,3%
Transports et entreposage		13 208	6,6%	-0,2%	-118	-0,9%	0,4%	0,3%
Edition et Audiovisuel		1 023	0,5%	-4,4%	-3	-0,3%	-0,9%	-2,3%
Télécommunications		662	0,3%	-4,2%	-68	-9,3%	-1,3%	-3,6%
Activités informatiques		1 940	1,0%	1,5%	-33	-1,7%	0,4%	-2,6%
Activités financières et d'assurance		5 610	2,8%	0,3%	13	0,2%	-0,1%	-0,3%
Activités immobilières		2 629	1,3%	0,6%	38	1,5%	0,5%	0,5%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie		9 418	4,7%	0,5%	123	1,3%	0,3%	0,9%
Recherche et développement		794	0,4%	1,3%	20	2,6%	0,3%	-0,3%
Autres activités scientifiques et techniques		1 664	0,8%	0,8%	28	1,7%	0,0%	-1,7%
Activités des services administratif		13 483	6,8%	-0,2%	70	0,5%	-0,1%	-0,4%
Administration publique		1 899	1,0%	-0,5%	-33	-1,7%	-0,4%	-0,3%
Education		4 177	2,1%	-2,0%	-195	-4,5%	-1,4%	-3,0%
Activités pour la santé humaine		7 436	3,7%	0,5%	252	3,5%	0,3%	2,4%
Action sociale et hébergement médico-social		16 100	8,1%	-0,3%	-134	-0,8%	-0,1%	-0,5%
Arts, spectacles et activités récréatives		4 846	2,4%	-2,8%	-296	-5,8%	-0,8%	-2,7%
Autres activités de services		5 522	2,8%	0,3%	36	0,7%	-0,7%	-1,7%
Intérim	SL	7 383	3,7%	-1,8%	-26	-0,3%	0,0%	-0,6%
Total	SL	198 640	100,0%	-0,3%	-561	-0,3%	-0,2%	-0,5%



	Eure					Normandie	
	Effectif 2025 T4		Evolution 2025 T4			Evolution 2025 T4	
	en niveau	poids en %	Trim. en %	Annuelle en niveau	Annuelle en %	Trim. %	Annuelle %
Industrie SL	35 959	27,0%	-0,6%	-404	-1,1%	-0,4%	-1,1%
Industries extractives	153	0,1%	2,4%	5	3,4%	3,1%	3,9%
Industries agro-alimentaires	4 137	3,1%	0,3%	32	0,8%	0,0%	-0,4%
Habillement, textile et cuir	900	0,7%	4,3%	47	5,5%	-0,5%	-1,5%
Bois et papier	1 993	1,5%	-0,8%	-66	-3,2%	-0,7%	-2,1%
Cokéfaction et raffinage	-	-	-	-	-	0,5%	1,5%
Industrie chimique	2 509	1,9%	-0,4%	-92	-3,5%	-0,5%	-1,8%
Industrie pharmaceutique	5 561	4,2%	0,1%	20	0,4%	0,0%	0,0%
Industrie des plastiques	5 342	4,0%	-0,5%	-156	-2,8%	-0,7%	-1,8%
Métallurgie et fab de produits métalliques	4 513	3,4%	-1,7%	-193	-4,1%	-1,4%	-4,2%
Fab de produits informatiques, électroniques	815	0,6%	0,1%	70	9,4%	-0,1%	0,0%
Fabrication d'équipements électriques	2 573	1,9%	0,0%	-39	-1,5%	-0,2%	-1,9%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	2 064	1,6%	0,0%	-26	-1,2%	0,0%	-1,6%
Fabrication de matériels de transport	1 555	1,2%	-7,3%	-58	-3,6%	-1,0%	-2,0%
Industrie du meuble	2 146	1,6%	-0,7%	23	1,1%	-0,2%	0,8%
Production et distribution d'électricité, de gaz	429	0,3%	-2,1%	-18	-4,1%	0,6%	1,8%
Production et distribution d'eau	1 271	1,0%	-0,7%	45	3,7%	0,0%	0,7%
Construction SL	11 608	8,7%	-0,1%	-104	-0,9%	-0,2%	-0,3%
Commerce SL	21 854	16,4%	-0,6%	-184	-0,8%	-0,3%	-0,6%
Hébergement et restauration SL	6 605	5,0%	1,2%	136	2,1%	-0,6%	0,1%
Autres services SL	50 783	38,2%	0,6%	203	0,4%	0,0%	-0,3%
Transports et entreposage	9 913	7,5%	2,5%	91	0,9%	0,4%	0,3%
Edition et Audiovisuel	349	0,3%	-2,7%	-10	-2,8%	-0,9%	-2,3%
Télécommunications	645	0,5%	0,3%	9	1,4%	-1,3%	-3,6%
Activités informatiques	831	0,6%	-0,4%	-18	-2,2%	0,4%	-2,6%
Activités financières et d'assurance	2 303	1,7%	0,6%	71	3,2%	-0,1%	-0,3%
Activités immobilières	1 353	1,0%	-0,3%	-8	-0,6%	0,5%	0,5%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	5 241	3,9%	0,5%	4	0,1%	0,3%	0,9%
Recherche et développement	870	0,7%	-0,5%	-12	-1,3%	0,3%	-0,3%
Autres activités scientifiques et techniques	668	0,5%	0,9%	0	0,0%	0,0%	-1,7%
Activités des services administratif	8 056	6,1%	0,3%	-77	-0,9%	-0,1%	-0,4%
Administration publique	1 297	1,0%	0,5%	0	0,0%	-0,4%	-0,3%
Education	2 042	1,5%	-1,3%	-14	-0,7%	-1,4%	-3,0%
Activités pour la santé humaine	3 461	2,6%	0,9%	98	2,9%	0,3%	2,4%
Action sociale et hébergement médico-social	9 332	7,0%	0,0%	75	0,8%	-0,1%	-0,5%
Arts, spectacles et activités récréatives	1 442	1,1%	0,2%	2	0,1%	-0,8%	-2,7%
Autres activités de services	2 980	2,2%	0,1%	-6	-0,2%	-0,7%	-1,7%
Intérim SL	6 186	4,7%	-0,1%	91	1,5%	0,0%	-0,6%
Total SL	132 996	100,0%	0,0%	-262	-0,2%	-0,2%	-0,5%



	Manche					Normandie	
	Effectif 2025 T4		Evolution 2025 T4			Evolution 2025 T4	
	en niveau	poids en %	Trim. en %	Annuelle en niveau	Annuelle en %	Trim. %	Annuelle %
Industrie SL	35 320	27,6%	0,1%	108	0,3%	-0,4%	-1,1%
Industries extractives	192	0,1%	3,1%	0	0,0%	3,1%	3,9%
Industries agro-alimentaires	6 198	4,8%	0,1%	19	0,3%	0,0%	-0,4%
Habillement, textile et cuir	1 783	1,4%	-0,6%	-17	-1,0%	-0,5%	-1,5%
Bois et papier	1 456	1,1%	0,2%	-7	-0,5%	-0,7%	-2,1%
Cokéfaction et raffinage	-	-	-	-	-	0,5%	1,5%
Industrie chimique	3 847	3,0%	0,8%	126	3,4%	-0,5%	-1,8%
Industrie pharmaceutique	499	0,4%	0,5%	52	11,7%	0,0%	0,0%
Industrie des plastiques	2 464	1,9%	0,0%	3	0,1%	-0,7%	-1,8%
Métallurgie et fab de produits métalliques	2 417	1,9%	-1,1%	-165	-6,4%	-1,4%	-4,2%
Fab de produits informatiques, électroniques	444	0,3%	-0,3%	-22	-4,8%	-0,1%	0,0%
Fabrication d'équipements électriques	1 232	1,0%	-0,6%	-31	-2,5%	-0,2%	-1,9%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	1 288	1,0%	-0,6%	-33	-2,5%	0,0%	-1,6%
Fabrication de matériels de transport	6 075	4,7%	0,8%	165	2,8%	-1,0%	-2,0%
Industrie du meuble	2 560	2,0%	-0,4%	-17	-0,7%	-0,2%	0,8%
Production et distribution d'électricité, de gaz	2 507	2,0%	0,0%	0	0,0%	0,6%	1,8%
Production et distribution d'eau	2 357	1,8%	1,0%	35	1,5%	0,0%	0,7%
Construction SL	13 272	10,4%	-0,2%	32	0,2%	-0,2%	-0,3%
Commerce SL	21 662	16,9%	-0,5%	-226	-1,0%	-0,3%	-0,6%
Hébergement et restauration SL	6 874	5,4%	-0,6%	125	1,9%	-0,6%	0,1%
Autres services SL	45 977	35,9%	0,0%	56	0,1%	0,0%	-0,3%
Transports et entreposage	5 618	4,4%	0,7%	135	2,5%	0,4%	0,3%
Edition et Audiovisuel	414	0,3%	5,6%	0	-0,1%	-0,9%	-2,3%
Télécommunications	191	0,1%	-4,1%	-19	-9,2%	-1,3%	-3,6%
Activités informatiques	603	0,5%	-1,1%	-13	-2,2%	0,4%	-2,6%
Activités financières et d'assurance	2 207	1,7%	-0,3%	-9	-0,4%	-0,1%	-0,3%
Activités immobilières	1 196	0,9%	1,2%	43	3,8%	0,5%	0,5%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	7 752	6,1%	1,2%	293	3,9%	0,3%	0,9%
Recherche et développement	77	0,1%	0,0%	-4	-5,2%	0,3%	-0,3%
Autres activités scientifiques et techniques	628	0,5%	0,8%	28	4,7%	0,0%	-1,7%
Activités des services administratif	4 227	3,3%	-1,7%	-310	-6,8%	-0,1%	-0,4%
Administration publique	1 100	0,9%	-0,4%	0	0,0%	-0,4%	-0,3%
Education	1 500	1,2%	0,7%	-13	-0,9%	-1,4%	-3,0%
Activités pour la santé humaine	4 710	3,7%	0,2%	17	0,4%	0,3%	2,4%
Action sociale et hébergement médico-social	10 552	8,2%	-0,2%	-13	-0,1%	-0,1%	-0,5%
Arts, spectacles et activités récréatives	1 885	1,5%	1,3%	-20	-1,0%	-0,8%	-2,7%
Autres activités de services	3 316	2,6%	-3,2%	-57	-1,7%	-0,7%	-1,7%
Intérim SL	5 003	3,9%	-0,4%	138	2,8%	0,0%	-0,6%
Total SL	128 107	100,0%	-0,1%	234	0,2%	-0,2%	-0,5%



	Orne					Normandie	
	Effectif 2025 T4		Evolution 2025 T4			Evolution 2025 T4	
	en niveau	poids en %	Trim. en %	Annuelle en niveau	Annuelle en %	Trim. %	Annuelle %
Industrie SL	17 616	27,8%	-0,4%	-438	-2,4%	-0,4%	-1,1%
Industries extractives	156	0,2%	4,9%	0	-0,1%	3,1%	3,9%
Industries agro-alimentaires	5 224	8,2%	0,1%	-11	-0,2%	0,0%	-0,4%
Habillement, textile et cuir	447	0,7%	-4,9%	-39	-8,0%	-0,5%	-1,5%
Bois et papier	1 358	2,1%	0,1%	6	0,4%	-0,7%	-2,1%
Cokéfaction et raffinage	-	-	-	-	-	0,5%	1,5%
Industrie chimique	1 092	1,7%	1,1%	37	3,5%	-0,5%	-1,8%
Industrie pharmaceutique	271	0,4%	1,6%	9	3,4%	0,0%	0,0%
Industrie des plastiques	1 519	2,4%	0,2%	-17	-1,1%	-0,7%	-1,8%
Métallurgie et fab de produits métalliques	2 508	4,0%	-0,6%	-104	-4,0%	-1,4%	-4,2%
Fab de produits informatiques, électroniques	127	0,2%	0,5%	1	0,7%	-0,1%	0,0%
Fabrication d'équipements électriques	398	0,6%	0,3%	18	4,8%	-0,2%	-1,9%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	762	1,2%	0,2%	-8	-1,0%	0,0%	-1,6%
Fabrication de matériels de transport	2 235	3,5%	-2,3%	-297	-11,7%	-1,0%	-2,0%
Industrie du meuble	881	1,4%	-1,0%	-12	-1,4%	-0,2%	0,8%
Production et distribution d'électricité, de gaz	181	0,3%	-1,4%	6	3,5%	0,6%	1,8%
Production et distribution d'eau	456	0,7%	-0,5%	-27	-5,5%	0,0%	0,7%
Construction SL	5 802	9,2%	-0,2%	-1	0,0%	-0,2%	-0,3%
Commerce SL	10 397	16,4%	-0,2%	-94	-0,9%	-0,3%	-0,6%
Hébergement et restauration SL	2 456	3,9%	-1,4%	-73	-2,9%	-0,6%	0,1%
Autres services SL	24 263	38,3%	-0,3%	-587	-2,4%	0,0%	-0,3%
Transports et entreposage	3 800	6,0%	-1,1%	-36	-0,9%	0,4%	0,3%
Edition et Audiovisuel	173	0,3%	-5,2%	-11	-5,9%	-0,9%	-2,3%
Télécommunications	86	0,1%	7,0%	0	-0,5%	-1,3%	-3,6%
Activités informatiques	167	0,3%	-0,7%	-15	-8,5%	0,4%	-2,6%
Activités financières et d'assurance	1 157	1,8%	-0,9%	-24	-2,0%	-0,1%	-0,3%
Activités immobilières	610	1,0%	-0,7%	3	0,6%	0,5%	0,5%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	1 558	2,5%	-2,0%	-143	-8,4%	0,3%	0,9%
Recherche et développement	19	0,0%	0,4%	-6	-24,1%	0,3%	-0,3%
Autres activités scientifiques et techniques	428	0,7%	3,0%	-5	-1,1%	0,0%	-1,7%
Activités des services administratif	1 663	2,6%	0,8%	-15	-0,9%	-0,1%	-0,4%
Administration publique	637	1,0%	0,5%	22	3,6%	-0,4%	-0,3%
Education	1 160	1,8%	-1,7%	-86	-6,9%	-1,4%	-3,0%
Activités pour la santé humaine	2 019	3,2%	-0,3%	69	3,5%	0,3%	2,4%
Action sociale et hébergement médico-social	8 585	13,5%	-0,1%	-218	-2,5%	-0,1%	-0,5%
Arts, spectacles et activités récréatives	687	1,1%	3,3%	-20	-2,9%	-0,8%	-2,7%
Autres activités de services	1 514	2,4%	0,1%	-101	-6,2%	-0,7%	-1,7%
Intérim SL	2 852	4,5%	-0,8%	-144	-4,8%	0,0%	-0,6%
Total SL	63 386	100,0%	-0,4%	-1 338	-2,1%	-0,2%	-0,5%



	Seine-Maritime					Normandie	
	Effectif 2025 T4		Evolution 2025 T4			Evolution 2025 T4	
	en niveau	poids en %	Trim. en %	Annuelle en niveau	Annuelle en %	Trim %	Annuelle %
Industrie SL	70 539	19,6%	-0,6%	-1 019	-1,4%	-0,4%	-1,1%
Industries extractives	204	0,1%	3,2%	23	12,9%	3,1%	3,9%
Industries agro-alimentaires	10 178	2,8%	-0,3%	-205	-2,0%	0,0%	-0,4%
Habillement, textile et cuir	305	0,1%	1,4%	-6	-2,0%	-0,5%	-1,5%
Bois et papier	2 094	0,6%	-1,6%	-80	-3,7%	-0,7%	-2,1%
Cokéfaction et raffinage	3 412	0,9%	0,5%	51	1,5%	0,5%	1,5%
Industrie chimique	5 756	1,6%	-1,9%	-339	-5,6%	-0,5%	-1,8%
Industrie pharmaceutique	2 537	0,7%	-0,4%	-25	-1,0%	0,0%	0,0%
Industrie des plastiques	7 090	2,0%	-1,3%	-149	-2,1%	-0,7%	-1,8%
Métallurgie et fab de produits métalliques	5 033	1,4%	-2,7%	-306	-5,7%	-1,4%	-4,2%
Fab de produits informatiques, électroniques	1 480	0,4%	-1,4%	-88	-5,6%	-0,1%	0,0%
Fabrication d'équipements électriques	1 032	0,3%	0,5%	-39	-3,7%	-0,2%	-1,9%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	3 634	1,0%	0,4%	-21	-0,6%	0,0%	-1,6%
Fabrication de matériels de transport	9 129	2,5%	-0,8%	-134	-1,4%	-1,0%	-2,0%
Industrie du meuble	9 078	2,5%	-0,3%	67	0,7%	-0,2%	0,8%
Production et distribution d'électricité, de gaz	5 680	1,6%	1,3%	183	3,3%	0,6%	1,8%
Production et distribution d'eau	3 898	1,1%	0,2%	50	1,3%	0,0%	0,7%
Construction SL	30 683	8,5%	-0,3%	-139	-0,5%	-0,2%	-0,3%
Commerce SL	55 915	15,5%	-0,3%	-498	-0,9%	-0,3%	-0,6%
Hébergement et restauration SL	18 655	5,2%	-1,5%	-192	-1,0%	-0,6%	0,1%
Autres services SL	169 651	47,0%	-0,1%	-499	-0,3%	0,0%	-0,3%
Transports et entreposage	39 085	10,8%	0,2%	116	0,3%	0,4%	0,3%
Edition et Audiovisuel	1 231	0,3%	1,3%	-50	-3,9%	-0,9%	-2,3%
Télécommunications	1 548	0,4%	-0,7%	-40	-2,5%	-1,3%	-3,6%
Activités informatiques	2 945	0,8%	0,3%	-94	-3,1%	0,4%	-2,6%
Activités financières et d'assurance	13 737	3,8%	-0,3%	-135	-1,0%	-0,1%	-0,3%
Activités immobilières	5 186	1,4%	0,6%	-19	-0,4%	0,5%	0,5%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	17 652	4,9%	0,0%	79	0,4%	0,3%	0,9%
Recherche et développement	157	0,0%	0,0%	-4	-2,3%	0,3%	-0,3%
Autres activités scientifiques et techniques	1 870	0,5%	-2,0%	-144	-7,1%	0,0%	-1,7%
Activités des services administratif	25 741	7,1%	0,0%	121	0,5%	-0,1%	-0,4%
Administration publique	3 600	1,0%	-0,8%	-13	-0,4%	-0,4%	-0,3%
Education	6 858	1,9%	-1,5%	-185	-2,6%	-1,4%	-3,0%
Activités pour la santé humaine	11 594	3,2%	0,2%	263	2,3%	0,3%	2,4%
Action sociale et hébergement médico-social	24 171	6,7%	0,1%	-71	-0,3%	-0,1%	-0,5%
Arts, spectacles et activités récréatives	6 253	1,7%	-0,6%	-87	-1,4%	-0,8%	-2,7%
Autres activités de services	8 023	2,2%	-0,8%	-237	-2,9%	-0,7%	-1,7%
Intérim SL	15 204	4,2%	1,2%	-264	-1,7%	0,0%	-0,6%
Total SL	360 648	100,0%	-0,2%	-2 610	-0,7%	-0,2%	-0,5%